



Et de deux !

Il y un an nous discutons les résultats de la première année du mandat. Quels services pour les habitants ? Quelles avancées pour la démocratie locale ? Quelles améliorations des conditions de vie ? La conclusion était sévère : « la majorité bricole, en regardant vers 2026, mais le quotidien reste ignoré ». Que dire un an après ?

Nous avons dénoncé les dangers des OAP inscrites au PLU. Nous avons moqué un plan pluriannuel d'investissement sous forme de *To Do List* des infrastructures et réseaux à rénover, plus ou moins bricolée pour bénéficier des aides offertes par l'Etat, le département ou la communauté d'agglomération. Nous avons voté contre un budget de continuité, sans orientation politique claire et sans souci de la conjoncture. Il est inutile d'y revenir encore une fois.

Il est plus utile de poser une interrogation plus générale, qui nous préoccupe pour la bonne suite du mandat. Une réorganisation des services municipaux a été mise en place, suite au renforcement des capacités d'encadrement. La création d'un CODIR ne doit cependant pas se faire aux dépens des agents et des moyens mis à leur disposition pour assurer la qualité du service attendu par la population.

Les difficultés actuelles de la petite enfance illustrent les difficultés que pourrait porter une réorganisation des services motivée par la seule réduction de dépenses jugées inutiles. Du côté de la crèche familiale, les capacités d'accueil sont remplies et les conditions de remplacement difficiles. Du côté des indépendantes, le RAM devenu REP, fermé depuis des semaines, est réouvert sous une forme qui le réduit à une sorte de ludothèque ! L'amélioration des fonctions de direction ne doit pas entraîner une diminution des fonctions d'appui et d'exécution. Elle ne doit pas non plus être les prémices à un transfert de services publics locaux vers des solutions offertes par l'entreprise privée. Nous y serons vigilants.

Fabrice Hamelin,

TDS – Thorigny Démocrate et Solidaire